



Danger imminent : L'infrastructure des armes biologiques en Suisse sous contrôle étranger ?

DANGER IMMINENT

L'infrastructure des armes biologiques en Suisse sous contrôle étranger ?

Agir maintenant – Le monde a le regard tourné vers la Suisse

Mesdames et Messieurs les responsables politiques, administratifs, judiciaires, militaires, médiatiques et scientifiques,

Ce qui se passe actuellement entre le Laboratoire de Spiez, l'OMS et une partie du gouvernement suisse est une menace directe pour notre souveraineté nationale, notre constitution, notre sécurité et l'État de droit. Et le monde entier a désormais les yeux rivés sur la Suisse.

Ce qui se passe concrètement autour du laboratoire de Spiez est un cas d'école de la manière dont un État de droit démocratique se transforme insidieusement en un appareil d'exécution de figures et d'organisations extraterritoriales. Sans débat, sans transparence, sans approbation de la population. La Suisse - autrefois symbole de neutralité et d'indépendance - agit de plus en plus comme un prestataire de services technocratique pour une biopolitique globale au nom de l'OMS, de l'OTAN et de leurs « partenaires ».

Dans le laboratoire de Spiez, un bio-hub de l'OMS en réseau mondial est en train de voir le jour : c'est là que des agents pathogènes très dangereux seront collectés, stockés, manipulés et distribués - à l'abri des regards et avec l'immunité diplomatique. Ni le Parlement ni la justice ne contrôlent ce qui s'y passe. Recherche de gain de fonction ? Pas exclue. Double usage militaire ? C'est possible. Intérêt public ? Pas d'intérêt public.

<https://www.vereinwir.ch/biohub-schweiz-who-labor-virenlager-kontrollinstrument/>¹

<https://www.vereinwir.ch/die-who-und-ihre-schweizer-hoflieferanten/>

<https://www.vereinwir.ch/labor-spiez>

¹ Onglet en haut de la page à droite pour le français

Parallèlement, la modification de l'ordonnance sur les autorisations dans le domaine des médicaments (OAMéd) permet aux organisations internationales ayant leur siège en Suisse d'introduire dans le pays des médicaments et des dispositifs médicaux non autorisés - sans Swissmedic, sans limite de quantité, sans aucune responsabilité. Ce que même les entreprises pharmaceutiques suisses n'ont pas le droit de faire est désormais rendu possible par la loi pour l'OMS & Cie. - par ordonnance, et non par décision populaire. La Suisse fournit le cadre juridique. La population paie les risques.

La communication du Conseil fédéral sur ces événements est évasive, apaisante, aussi omise. Les questions relatives au contrôle démocratique, aux bases juridiques ou à la proximité militaire sont balayées par des formules de relations publiques. Quiconque s'exprime de manière critique se retrouve rapidement dans le collimateur de la nouvelle éthique de l'information : désinformation, mésinformation, infodémie. Tels sont les termes de combat utilisés pour délégitimer les opinions divergentes. Sous prétexte de sécurité, on met en place un appareil de surveillance et de censure qui protège moins la santé que le récit officiel.

La Suisse devient un laboratoire de sécurité pour les identités numériques, les certificats de l'OMS, la bio acceptation et les technologies de contrôle. Mais qui contrôle réellement les contrôleurs ? Et qui a légitimé tout cela ?

Quel est le but de tout cela ?

La Suisse doit-elle vraiment acheter ses amis comme lors des deux guerres mondiales ? De quel côté se trouve-t-elle cette fois-ci ? Toujours du bon côté, mais jamais au nom du peuple ?

Nos revendications sont claires, nous demandons

1. **La publication immédiate** de tous les contrats, accords, financements et régimes d'immunité en rapport avec le Bio Hub de l'OMS
2. **La mise en place d'une commission d'enquête parlementaire (CEP)** sur le Laboratoire de Spiez, la collaboration avec l'OMS, les liens militaires et les risques biotechnologiques
3. **L'arrêt de tous les transferts d'agents pathogènes hautement dangereux** dans le cadre du programme de l'OMS
4. **Un examen indépendant** des risques par des experts indépendants et internationaux (y compris les États-Unis et la Russie)
5. **L'exclusion de toute influence militaire** et le retrait immédiat de toute coopération biopolitique secrète avec les structures de l'OTAN/OMS

Veillez nous communiquer par écrit, **d'ici au 30 juin 2025 au plus tard**, les mesures concrètes que vous prendrez pour stopper cette évolution à haut risque et pour rétablir le contrôle démocratique et la neutralité de la Suisse.

La population vous jugera sur ce point. L'histoire vous le rappellera.

Pour la vérité et la transparence, pour la protection de la population et le maintien de notre Etat de droit.

Avec insistance,
Christian Oesch, président
Association suisse WIR